

ÉTATS-UNIS, ROYAUME-UNI, ISRAËL

Un réseau militaire d'intoxication



Dès la préparation de l'invasion de l'Irak, de nombreux observateurs doutèrent du bien-fondé du danger irakien. A l'issue de l'invasion, le rôle joué par les services de renseignement états-uniens, britanniques et israélien dans la diffusion de fausses informations a été mis en évidence par l'absence d'arsenal irakien. Si les gouvernements en place à Washington, Londres et Tel-Aviv étaient favorables à l'attaque militaire, il apparaît que leurs services de renseignement respectifs travaillaient depuis plusieurs années à les convaincre de la menace irakienne.

page 2

Frapper en Irak comme en Palestine

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le général Wayne Downing défend la nouvelle stratégie de la Coalition en Irak : « frapper plus durement ». Elle a été concoctée par des experts israéliens venus partager leur expérience du maintien de l'ordre en Palestine au Centre anti-terroriste de West Point que dirige l'auteur. Pour mémoire, on se souvient que Paul Bremer avait présidé une commission prospective sur le terrorisme international, à la fin de l'ère Clinton. Il y était déjà conseillé par le général Downing.

page 8

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Les organisations armées palestiniennes et la direction de l'Autorité palestinienne ne sont pas parvenues à un accord de cessez-le-feu

■ L'Union européenne prévoit de développer une politique de sécurité avec l'Iran

■ Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien évoque plusieurs dossiers

■ Le roi Abdullah défend l'Iran et critique la Syrie au regard de la sécurisation de leurs frontières avec l'Irak

■ Pour le président Khatami, la stabilité du Caucase est un enjeu essentiel de la diplomatie iranienne

■ Selon le chef d'état-major israélien, la Syrie et le Hezbollah ont réduit leurs activités le long de la frontière israélienne

page 16

Pourquoi les accords de Genève ne sont pas viables



Les accords de Genève, le nouveau plan de paix né de « l'initiative citoyenne » de l'Israélien Yossi Beilin et du Palestinien Yasser Abed Rabo, ont bénéficié, depuis leur apparition sur la scène internationale, de relais de communication exceptionnels. Lors de leur signature protocolaire, on trouvait parmi les délégations un grand nombre de personnalités, acteurs, chanteurs, philosophes. Des hommes d'État tels que Colin Powell et Tony Blair ont salué la démarche. Une étude approfondie de l'accord révèle pourtant que, loin d'être la solution idéale à tous les problèmes, ce texte ne permet pas d'envisager la mise en œuvre durable de la paix.

page 5

États-Unis, Royaume-Uni, Israël

Un réseau militaire d'intoxication

Dès la préparation de l'invasion de l'Irak, de nombreux observateurs doutèrent du bien-fondé du danger irakien. A l'issue de l'invasion, le rôle joué par les services de renseignement états-uniens, britanniques et israélien dans la diffusion de fausses informations a été mis en évidence par l'absence d'arsenal irakien. Si les gouvernements en place à Washington, Londres et Tel-Aviv étaient favorables à l'attaque militaire, il apparaît que leurs services de renseignement respectifs travaillaient depuis plusieurs années à les convaincre de la menace irakienne.



Progressivement depuis quelques mois, des informations transparaissent permettant de reconstituer partiellement le processus par lequel on a inventé et mis en scène la prétendue menace irakienne pour justifier l'offensive militaire de la Coalition. Il apparaît aujourd'hui que cette opération a été conduite par une structure militaire transnationale qui a directement intoxiqué non seulement les organes de presse mais aussi les responsables politiques.

On ne dispose à ce jour d'aucune information recoupée relative à la fabrication ou au stockage d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein après 1995. Tous les éléments nouveaux sont relatifs à des faits anciens, ou se sont avérés erronés lorsque les Nations Unies les ont vérifiés.

L'existence d'un Bureau des plans spéciaux, installé au Pentagone, a été évoquée pour la première fois par le Washington Times, en janvier 2002 [1]. Des détails de son fonctionnement ont été révélés par Seymour Hersh dans un article retentissant du New Yorker [2]. Ils ont été confirmés et complétés par un officier à la retraite, le lieutenant-colonel Karen Kwiatkowski [3]. Un des collègues de travail de Madame Kwiatkowsky, John J. Kokal, a été retrouvé mort dans des circonstances abracadabrantes le 14 novembre alors qu'il s'apprêtait à rencontrer des journalistes.

L'existence de la cellule Rockingham au ministère britannique de la Défense a été évoquée pour la première fois, le 21 janvier 1998, par le brigadier Richard Holmes, directeur central des forces de réserve, lors d'une **audition à huis-clos de la Commission de la défense de la Chambre des communes**. Cet organe a également été décrit par l'ancien ministre britannique Michael Meacher comme homologue au Bureau des plans spéciaux du Pentagone et ayant manipulé les inspecteurs en désarmement de l'ONU et fabriqué des rapports biaisés [4]. L'existence de la cellule Rockingham a été confirmée publiquement par l'ancien inspecteur de l'UNSCOM, Scott Ritter à Neil MacKay du Sunday Herald d'Edimbourg [5]. Puis a été établie par la **Commission d'enquête de Lord Hutton**. Le docteur David Kelly, expert du ministère de la défense, est décédé le 17 juillet dans des conditions mystérieuses alors qu'il s'apprêtait à révéler l'activité de la cellule Rockingham à la BBC.

L'existence d'un service équivalent en Israël a été évoquée, sans aucun détail, par l'ancien conseiller national adjoint de sécurité Shlomo Brom dans un article paru la semaine dernière [6] et qui provoque un vif émoi à la Knesset. L'activité de cette cellule israélienne, ainsi que l'aide apportée ultérieurement pour les conseils en maintien de l'ordre en Irak, a été rémunérée par les États-Unis sous la forme d'une garantie bancaire de 9 milliards de dollars [7].

De ces matériaux, on peut conclure qu'une coopération a été organisée entre des groupes installés dans les ministères de la défense états-unien, britannique et israélien pour intoxiquer les inspecteurs de l'ONU en Irak. Ce réseau a par la suite étendu son activité à l'intoxication de dirigeants politiques civils puis, à travers la presse, de l'opinion publique internationale pour accréditer l'idée d'une menace irakienne imminente. Il a diffusé toutes sortes d'informations mensongères prétendant que l'Irak avait acheté de l'uranium au Niger et était sur le point d'assembler deux bombes nucléaires ; qu'il disposait de lanceurs à longue portée munis de têtes chimiques et biologique, de sorte qu'il menaçait la population israélienne et celle de New York. Sans parler des prétendus liens entre le régime laïque de Saddam Hussein et des groupes terroristes islamiques.

Ces premières constatations soulèvent plus de questions qu'elle n'apportent de réponses. Tout d'abord, on ignore si le système a été construit progressivement ou s'il a été installé dans les trois États simultanément. Les activités de la cellule Rockingham ont commencé peu après la guerre du Golfe, probablement en 1992. Elles étaient déjà coordonnées avec un homologue états-unien alors même que le Bureau des plans spéciaux n'a été créé qu'en 2001. Il existait donc dans cette période un autre organisme aux États-Unis qui, selon toute vraisemblance, se trouvait au sein de l'Agence de renseignement de la Défense

(DIA). Mais rien ne permet de savoir à partir de quel moment, les Israéliens ont été intégrés dans ce réseau.

Le débat public sur les prétendues armes de destruction massive irakiennes a débuté, le 26 janvier 1998, avec la lettre ouverte du Projet pour un nouveau siècle [qui soit] américain (Project for a New American Century - PNAC). Elle était signée par dix-huit personnalités dont Elliott Abrams, Richard L. Armitage, John Bolton, Francis Fukuyama, Robert Kagan, Zalmay Khalilzad, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et James Woolsey. Elle s'est poursuivie par d'autres interventions du PNAC et l'organisation d'auditions au Congrès jusqu'au vote de la loi sur la libération de l'Irak. À cette époque l'activité de ce réseau militaire d'intoxication visait notamment à influencer le président Clinton. Le PNAC était l'association en charge de la rédaction du programme présidentiel de George W. Bush. Ses membres se sont trouvés au pouvoir en 2001. Plusieurs d'entre eux ont par la suite travaillé de concert avec le Bureau des plans spéciaux. D'où l'on peut émettre l'hypothèse que le PNAC est lui-même une émanation de la cellule d'intoxication de la DIA.

[1] Cf. [U.S. seeks al Qaeda link to Iraq](#), par Rowan Scarborough, The Washington Times, 14 janvier 2002. Voir aussi [Pentagon Sets Up Intelligence Unit](#) par Eric Schmitt et Tom Schanker, New York Times, 24 octobre 2002.

[2] Cf. [Selective Intelligence](#) par Seymour M. Hersh, The New Yorker, 12 mai 2003.

[3] Cf. [Career Officer Does Eye-Opening Stint Inside Pentagon](#) par Karen Kwiatkowski, Beacon Journal, 31 juillet 2003. Et [Pentagon Office Home to Neo-Con Network](#) par Jim Lobe, Inter Press Service, 7 août 2003.

[4] « [The very secret service](#) », par Michael Meacher, The Guardian, 20 novembre 2003.

[5] Cf. [Blair's secret weapon](#), par Neil MacKay, The Sunday Herald (Edimbourg), 6 juin 2003.

[6] Cf. [The War in Iraq : An Intelligence Failure ?](#) par Shlomo Brom, Strategic Assesment, novembre 2003. Cette revue est éditée par le [Jaffee Center for Strategic Studies](#) de l'université de Tel-Aviv.

[7] Cf. [Les États-Unis devraient réduire les 9 milliards de dollars de garanties bancaires fournies à Israël pour la guerre d'Irak](#), Voltaire, 26 novembre 2003

Chaque semaine, dans sa Chronique de l'Empire, Thierry Meyssan analyse la dérive du régime de George W. Bush et le bouleversement des relations internationales. Tandis que la violence des événements réduit les citoyens au rôle de simples consommateurs du spectacle médiatique, il fait apparaître la cohérence militaire, économique et idéologique de l'Empire global. Loin de l'infotainment et des commentaires consensuels, de la pseudo-objectivité neutraliste et de la fatalité, cette chronique livre un point de vue argumenté et engagé.

CHRONIQUE DE L'EMPIRE

Pourquoi les accords de Genève ne sont pas viables

Les accords de Genève, le nouveau plan de paix né de « l'initiative citoyenne » de l'Israélien Yossi Beilin et du Palestinien Yasser Abed Rabo, ont bénéficié, depuis leur apparition sur la scène internationale, de relais de communication exceptionnels. Lors de leur signature protocolaire, on trouvait parmi les délégations un grand nombre de personnalités, acteurs, chanteurs, philosophes. Des hommes d'État tels que Colin Powell et Tony Blair ont salué la démarche. Une étude approfondie de l'accord révèle pourtant que, loin d'être la solution idéale à tous les problèmes, ce texte ne permet pas d'envisager la mise en œuvre durable de la paix.

Des accords de paix israélo-palestiniens ont été signés en grande pompe à Genève, le 1er décembre. Un impressionnant parterre de personnalités, venues du monde entier, assistait à la cérémonie, tandis que la presse internationale versait des louanges sur les principaux négociateurs, l'Israélien Yossi Beilin et le Palestinien Yasser Abed Rabo. D'une manière générale, les commentateurs voient là le redémarrage du processus d'Oslo, interrompu par l'assassinat de Rabin, et la preuve que la « solution à deux États » peut être mise en œuvre immédiatement.

C'est tout au moins ce que l'on voudrait nous faire croire. Je m'efforcerai de démontrer le contraire : l'initiative de Genève montre par défaut que la solution à deux États est définitivement impossible.

Il existe une quantité de plans de paix concurrents. Outre l'Initiative de Genève, on connaît notamment l'accord Ayalon-Nusseibeh, la Feuille de route du Quartet diplomatique et l'Initiative arabe du prince Abdallah d'Arabie saoudite. Sans parler du projet Erdan. Le problème ne réside donc pas dans l'absence de propositions.

Lorsqu'on présente ces plans au public, on détaille les concessions des uns et des autres. Comme si la paix était le fruit d'un troc, d'un marchandage. Puis, on

compare les différents plans entre eux pour évaluer lequel est le plus avantageux pour tel ou tel camp. Enfin, on explique les diverses oppositions à ce plan en fonction d'intérêts particuliers, avant de conclure que son rejet est imputable à des fanatismes.

Cependant l'Histoire nous apprend que pour réussir, un plan de paix doit répondre à des critères formels de négociation. Et il se trouve, que depuis cinquante ans, aucun de ces critères n'a jamais été rempli par les plans de paix successifs pour le Proche-Orient, y compris la récente initiative de Genève.

Illegitimité des négociations secrètes

En premier lieu, si l'évaluation des problèmes peut-être réalisée par des personnes non-mandatées, dans le cadre d'initiatives privées, voire dans le secret, les négociations proprement dites ne peuvent être conduites que par ceux qui sont en situation d'appliquer les décisions. Lorsque le pouvoir est détenu par des monarques, les négociations peuvent avoir lieu de personne à personne dans le secret. Mais, lorsque le pouvoir appartient aux peuples, ceux qui les représentent doivent leur rendre compte pas à pas, faute de quoi aucune décision ne sera applicable. À l'issue de la Première Guerre mondiale, les démocraties s'étaient engagées à ne plus jamais recourir à la diplomatie secrète parce que l'expérience avait montré que des accords négociés en secret étaient source de guerre. L'ONU a été construite sur ce principe. L'initiative de Genève est, de ce point de vue, de toute manière vouée à l'échec.

Exclusion de certains protagonistes

En second lieu, pour réussir, des négociations doivent impliquer toutes les parties concernées. Or, les événements de Palestine sont présentées depuis des années comme un conflit opposant les Israéliens aux Palestiniens. On en conclut donc que ces deux groupes peuvent régler le problème à eux deux. Pourtant, il est absurde de prétendre que les Israéliens en veulent aux Palestiniens. Lorsqu'il a formulé le projet sioniste, Theodor Herzl n'envisageait pas d'installer l'État juif en Palestine, mais en Argentine, puis en Ouganda. Ce sont les Britanniques, en 1917, qui ont fixé le foyer national juif en Palestine. Et chacun peut constater que les États-Unis sont aujourd'hui partie prenante du conflit. En outre, l'expulsion des Palestiniens a provoqué des migrations dans toute la région, étendant ainsi le problème au monde arabe. Enfin, la querelle sur la souveraineté de Jérusalem concerne les croyants de trois religions monothéistes : les juifs, les chrétiens et les musulmans. Il est vain d'exclure tous ces protagonistes des négociations et de prétendre leur imposer une solution. C'est pourtant la tactique qu'a imposée Henry Kissinger, il y a trente ans, et que l'on poursuit encore. Cela s'appelle diviser pour régner.

Abandon du droit au retour

En troisième lieu, des négociations doivent distinguer ce qui est fondamental de ce qui est aménageable. Nul ne peut marchander les Droits de l'homme. Or, la résolution 194, adoptée par l'ONU en 1948, proclame que le « droit au retour » des Palestiniens est « inaliénable ». Ce droit s'applique aux personnes expulsées par la force et à leurs héritiers, soit aujourd'hui environ 4 millions de personnes. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un droit à revenir habiter sa maison, car celle-ci peut

avoir été détruite. Mais un droit de retrouver sa terre et de disposer d'une juste compensation de l'expropriation que l'on a subie. Sur ce point, l'initiative de Genève est fort confuse et les différents négociateurs en ont d'ores et déjà une interprétation différente. Pour Yasser Abed Rabo, le « droit au retour » a été aménagé, mais pour Yossi Beilin, il a été abandonné. Or, le propre d'un droit inaliénable, c'est que nul ne peut y renoncer, pas même celui qui en jouit.

Par ailleurs, pour les principaux partis politiques israéliens, le « droit au retour » est vécu comme une menace pesant sur la survie de l'État juif. En effet, la présence physique de 4 millions de Palestiniens sur le territoire israélien ferait basculer l'équilibre démographique d'un pays de 6,6 millions d'habitants, qui comprend déjà 1,2 millions d'Arabes. En négociant illégitimement et illégalement le « droit au retour » des Palestiniens, les initiateurs du pacte de Genève ont en réalité cherché à régler un autre problème : la nature de l'État d'Israël.

La « solution à deux États » arrive trop tard

Nous arrivons là à la quatrième condition nécessaire à la négociation juste d'un accord de paix : définir l'architecture finale avant de débattre des aménagements intérieurs. Ici la question est de savoir si l'on cherche un État fédéral bi-national, comme le souhaitait l'ONU au départ ; ou deux États distincts, comme on le prône aujourd'hui ; ou encore un seul État garantissant les droits individuels de chacun à égalité comme on sera forcé de le faire bientôt. Le postulat de l'initiative de Genève, c'est la « solution à deux États ». Et le fait que, pour y parvenir, on ait été obligé de bafouer un droit inaliénable et de violer toutes les règles diplomatiques prouve, *a contrario*, que cette solution n'est plus viable. Elle arrive trop tard.

Les pères fondateurs d'Israël, en proclamant unilatéralement la création de leur État, portent la responsabilité d'avoir fait échouer, il y a cinquante ans, la solution de l'État binational. Ils ont trop attendu pour la solution à deux États. Il ne reste plus que la décolonisation au sens où elle a été conduite en l'Afrique du Sud, mais il leur manque des hommes de la trempe de De Klerk et Mandela. Le fond du problème réside dans le caractère anachronique du projet sioniste, dernier reliquat du nationalisme ethnique du XIXe siècle. Ce projet n'a plus de sens dans un monde démocratique et globalisé. Il faudra bien admettre que, pour se pérenniser, Israël doit devenir un État comme les autres, avec une population hétéroclite.

L'initiative de Genève nous apprend qu'il existe une alternative en Israël à la politique d'Ariel Sharon, mais elle nous montre aussi que l'opinion publique israélienne n'est pas encore mûre pour prendre les décisions qui s'imposent. Le soutien apporté par de nombreux intellectuels européens et par la presse internationale à cette initiative illustre leur volonté de se démarquer de Sharon, sans pour autant accepter l'égalité en Palestine.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Frapper en Irak comme en Palestine

Analyse

Une polémique a agité le monde médiatique états-unien à propos du leurre utilisé par le président Bush pour conserver secret son voyage en Irak. Il est reproché à une administration puritaine d'avoir recouru au mensonge, même si c'était pour garantir la sécurité du déplacement présidentiel. Max Boot vole à son secours dans le *Wall Street Journal* en rappelant que Franklin D. Roosevelt était plus retors encore. L'important, c'est que George W. Bush ait pu symboliquement montrer qu'il ne lâcherait pas l'Irak, même si ses conseillers électoraux le lui recommandent.

Le républicain Lawrence J. Korb répond dans le *Washington Post* à une tribune précédente de Richard N. Haas. Il récuse la distinction faite par l'ancien directeur du Plan du département d'État entre guerre de nécessité et guerre de choix. Surtout, il considère que si l'on avait le choix d'aller ou pas en Irak, on est contraint aujourd'hui d'y rester. _Simon Chesterman et David M. Malone de l'International Peace Academy ont été parmi les plus fervents partisans d'un mandat de l'ONU sur l'Irak. Pourtant, dans l'*International Herald Tribune*, ils considèrent aujourd'hui que cette option est désormais impraticable.

L'Organisation est discréditée auprès des Irakiens pour ne pas avoir su se démarquer des États-Unis. Cette conclusion rejoint celles émises depuis des mois par d'anciens représentants de l'ONU en Irak, [David Halliday](#) et [Hans von Sponeck](#).

Le général Wayne Downing défend dans le *Washington Post* la nouvelle stratégie de la Coalition en Irak : « frapper plus durement ». Elle a été concoctée par des experts israéliens venus partager leur expérience du maintien de l'ordre en Palestine au Centre anti-terroriste de West Point que dirige l'auteur. Pour mémoire, on se souvient que Paul Bremer (actuel patron de la Coalition en Irak) avait présidé une commission prospective sur le terrorisme international, à la

fin de l'ère Clinton. Il y était conseillé par le général Downing. Ensemble, ils avaient alors préconisé **quelques-unes des mesures de suspension des libertés individuelles aux États-Unis** qui furent décidées après le 11 septembre.

L'analyste militaire William M. Arkin commente dans le *Los Angeles Times* la candidature du général Wesley Clark à la présidence des États-Unis. Il relève que cet officier n'a suscité l'admiration ni de ses subordonnés, ni de ses supérieurs, hormis Bill Clinton. Voilà qui n'est pas un gage de réussite électorale.

L'économiste Robert A. Levine revient dans le *Washington Post* sur le sondage controversé de la Commission européenne selon lequel 59 % des Européens considèrent qu'Israël est la plus grande menace pour la paix dans le monde. Rompant avec les préjugés de son milieu, l'auteur souligne qu'une étude plus poussée du sondage montre qu'en réalité les Européens exprimaient simplement que le conflit israélo-palestinien est une menace pour la paix mondiale.

Evgueni Primakov, ancien patron du KGB, a donné une interview au *Figaro*. Il y précise que l'arrestation de Khodorkovsky ne remet pas en question le principe des privatisations, mais sanctionne les délits qui ont pu être commis pendant cette période. En d'autres termes, la Fédération de Russie n'a pas l'intention de remettre en cause l'économie de marché, mais l'appropriation des richesses nationales par les oligarques.

Enfin Michael Meacher, ancien ministre de l'environnement du cabinet Blair, analyse dans *The Independent* les hésitations de Vladimir Poutine à propos du Protocole de Kyoto. Elles proviennent de la règle même de ces accords qui déterminent les émissions de CO2 autorisées en fonction du degré de développement de chaque État. Or la non-ratification par la Russie bloque l'application du Protocole. Il suggère donc de changer la règle et de calculer les émissions autorisées en fonction du nombre d'habitants.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la

« Une grande portion de W »

Source : Wall Street Journal

Référence : « A Big Serving of W », par Max Boot, *Wall Street Journal*, 6 décembre 2003.

Le succès du voyage de **George W. Bush** en Irak peut se mesurer aux commentaires embarrassés des démocrates et à l'indignation de la presse à qui on avait affirmé que le président passerait Thanksgiving dans son ranch. Ce genre de tromperie est pourtant habituel en temps de guerre, car oui nous sommes en guerre.

Franklin D. Roosevelt était un maître dans l'art de ce type de tromperie et il a souvent abusé la presse en faisant de grands détours dans ses voyages ou en

page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

engageant des personnes qui se faisaient passer pour lui afin de se rendre dans des sommets avec les alliés. Bush a retenu ses leçons et a démontré qu'il avait compris, bien qu'on lui ait reproché de n'avoir fait qu'un « show », que la guerre se gagnait aussi par les images, surtout dans une guerre de guérilla. L'armée états-unienne avait judicieusement embarqué des journalistes avec elle afin de démontrer que la propagande irakienne d'enlèvement des troupes états-uniennes était une fiction, mais le président a commis une erreur en disant « mission accomplie » sur l'USS Lincoln. Cette erreur est aujourd'hui réparée et la présence de Bush auprès des troupes montre que les États-Unis sont en Irak pour y rester et que le président est déterminé malgré ses conseillers qui voudraient le voir se concentrer sur des questions domestiques. Il ne pouvait pas y avoir de meilleures nouvelles pour ceux qui combattent la « résistance » comme disent les Français.

Lawrence J. Korb



Lawrence J. Korb est membre du Center for American Progress, du Center for Defense Information et du Council on Foreign Relations. Il a été vice-secrétaire à la défense sous l'administration Reagan. Il est coauteur avec Leslie H. Gelb de *A New National Security Strategy in an Age of Terrorists, Tyrants, and Weapons of Mass Destruction*.

« Une guerre de choix ou de nécessité ? »

Source : Washington Post

Référence : « A War of Choice or of Necessity ? », par Lawrence J. Korb, *Washington Post*, 8 décembre 2003.

Huit mois après que l'administration Bush nous ait impliqué dans le sanglant conflit irakien, **Richard N. Haass**, ancien directeur du planning politique du département d'État et actuel envoyé spécial en Irlande du Nord affirme qu'il n'y avait pas d'obligation à faire la guerre et que l'administration avait d'autres choix. Cette affirmation est en contradiction avec les déclarations de **Donald Rumsfeld** et **Colin Powell** avant guerre et à celles de **Dick Cheney**, **Paul Wolfowitz** et même **George W. Bush** depuis la fin officielle des combats.

Encore plus surprenante est l'affirmation de Haass selon laquelle l'administration Bush sait qu'il n'y avait pas de nécessité et que, sachant que le public ne soutiendrait pas longtemps une guerre de choix, elle a changé de tactique. Haass affaiblit son propos en affirmant que la Guerre du Golfe était une guerre de nécessité, alors que le premier objectif était le pétrole, et que la Guerre du Vietnam était une guerre de choix, alors que nous croyions sincèrement que nous n'avions pas le choix car nous croyions à la théorie des dominos. Mais il a raison sur le fait que la Guerre en Irak était une guerre de choix.

Toutefois, il aurait dû le dire il y a neuf mois quand le Congrès et le peuple pouvait encore s'y opposer. Aujourd'hui tout ce que nous pouvons faire, c'est supporter les coûts et les pertes.

Simon Chesterman, David M. Malone

Simon Chesterman est membre de l'International Peace Academy à New York.

David M. Malone est ancien ambassadeur du Canada à l'ONU, il est président de l'International Peace Academy à New York.

« La tragédie irakienne : il est trop tard pour l'ONU pour en faire plus »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The Iraq tragedy : It's too late for the UN to help much », par Simon Chesterman et David M. Malone, *International Herald Tribune*, 8 décembre 2003.

Alors que l'administration Bush cherche une nouvelle stratégie pour assurer sa réélection, elle fait pression sur l'ONU pour que cette dernière s'implique plus en Irak. Toutefois, les Nations unies ont été trop affaiblies par les divisions du Conseil de sécurité pour pouvoir aider davantage.

Les faits sont en train de prendre le pas sur l'idéologie à Washington et les efforts pour accélérer le retrait ce que **George W. Bush** refuse d'admettre : le terrorisme fonctionne. Abandonner la responsabilité de l'Irak à une police et un gouvernement irakiens inexpérimentés n'est pas une solution et les démocrates demandent qu'on laisse la place à l'ONU, mais c'est trop tard. L'ONU était la mieux placée pour organiser la transition en avril, mais aujourd'hui, beaucoup d'Irakiens l'associent aux États-Unis.

Kofi Annan est face à un dilemme car il ne peut envoyer de nouveaux civils de l'organisation si leur sécurité n'est pas assurée, mais il n'y aura pas plus de sécurité tant que les États-Unis resteront une puissance occupante. La position franco-allemande d'avant-guerre était pertinente, mais aujourd'hui leur demande de restituer la souveraineté immédiatement aux Irakiens n'est pas la bonne. Aucune solution n'est séduisante. La seule solution pour que l'ONU puisse intervenir, c'est que la demande vienne des Irakiens et des pays arabes.

Wayne Downing



« Obtenir le soutien ? Contentons nous de gagner pour l'instant »

Source : Washington Post

Référence : « Hearts and Minds ? First, Just Win », par Wayne Downing, *Washington Post*, 7 décembre 2003.

La concentration de l'activité des militaires états-uniens basés en Irak dans le triangle sunnite démontre que les commandants américains ont estimé qu'obtenir l'adhésion de la population est moins important que de parvenir à une victoire décisive sur l'insurrection irakienne. La sécurité sur le terrain est indispensable pour parvenir aux trois objectifs que nous nous sommes fixés, établir un gouvernement stable et représentatif, fournir des services de base à la population et construire une économie de marché en partant d'un État

socialiste en décrépitude.

La sagesse populaire veut que, pour vaincre une insurrection, il faut obtenir le soutien de la population et c'est pourquoi, jusqu'en octobre, l'armée états-unienne a pris des gants pour traiter toutes les populations irakiennes. Avec l'augmentation des attaques contre les États-Unis, il est devenu évident qu'il fallait s'attaquer frontalement à l'insurrection dans les régions sunnites qui restent dominées par les loyalistes à Saddam Hussein. Tant que cette domination demeurera, nous ne parviendrons pas à obtenir le soutien de la population.

Nous avons lancé une politique de contre-insurrection qui s'inspire largement des tactiques israéliennes et qui porte ses fruits. Toutefois, nous n'aurons un réel succès que si nous atteignons rapidement nos buts. Si cette tactique s'éternise, c'est toute l'opinion mondiale que nous aurons contre nous.

William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site The U.S. Military Online. Il est chroniqueur du Los Angeles Times.

« Le malaise général avec Wesley Clark »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The General Unease With Wesley Clark », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 7 décembre 2003.

Le public américain s'est familiarisé avec les généraux durant la Guerre du Golfe quand **Colin Powell** et **Norman Schwarzkopf** sont entrés dans les foyers via **CNN**. Aujourd'hui, les États-Unis doivent compter avec un troisième général, **Wesley Clark**, candidat à l'investiture démocrate pour 2004 après avoir été commandant suprême des forces de l'**OTAN** au Kosovo.

Pourtant, sa campagne n'est pas soutenue par l'armée. Ses anciens chefs, les généraux Shelton et Reimer et l'ancien secrétaire à la défense William S. Cohen, n'en ont pas parlé en bien dans les médias. Clark n'a commenté que les propos du général Henry Shelton en déclarant qu'il avait eu des différends professionnels avec lui et qu'apparemment ils étaient devenus des différends personnels. Il est vrai que Clark a favorisé l'attaque du Kosovo alors que la plupart des généraux de l'armée états-unienne y étaient opposés. Toutefois, ce genre d'opposition apparaît fréquemment entre généraux et ne nourrit pas forcément le même type d'opposition par la suite.

En fait, Schwarzkopf est parvenu à être admiré par ses subordonnés et Powell par ses supérieurs, mais Clark n'est admiré que par **Bill Clinton** et pas par ses supérieurs directs. C'est une indication qui ne plaide pas forcément en sa faveur.

Robert A. Levine

Robert A. Levine est économiste à la Rand Corporation et ancien vice directeur du Congressional Budget Office. Il est l'auteur de *The Economic Consequences of Mr. Clinton*.

« La « menace » israélienne : la construction d'un mythe »

Source : Washington Post

Référence : « The Israel 'Threat' : Making of a Myth », par Robert A. Levine, *Washington Post*, 6 décembre 2003.

Le mythe de l'opposition croissante des Européens à Israël est un pseudo-fait qui sape le dialogue entre les deux camps. Il est né de l'interprétation douteuse d'un sondage commandé par la **Commission européenne** et qui est aujourd'hui présenté comme ayant pour résultat : « 59 % des Européens estiment qu'Israël est la plus grande menace pour la paix dans le monde ».

En réalité, l'enquête donnait une liste de pays et, pour chacun, il fallait répondre si oui ou non, on estimait que ce pays était une menace mondiale et 59 % des sondés ont répondu « oui » pour Israël. Le fait que 59 % des Européens estiment qu'Israël, un pays en guerre, soit une menace pour la paix ne veut pas dire que 59 % des Européens estiment qu'Israël est la « plus grande menace » pour la paix dans le monde. En fait, on constate que les pays qui dépassent les 50 % de « oui » dans ce sondage sont des pays en guerre (Israël, États-Unis, Irak, Afghanistan) ou des pays qui sont présentés comme en train d'acquérir une capacité nucléaire (Corée du Nord, Iran).

La position de tête d'Israël dans ce classement est due au dégoût qu'éprouvent les Européens vis-à-vis d'**Ariel Sharon**, mais cela n'a rien à voir avec de l'antisémitisme ou de l'anti-sionisme. En fait le sondage démontre que la plupart des Européens estime que les pays en guerre menacent la paix. Quelle surprise !

Evgueni Primakov



Ancien patron du KGB, successivement ministre des Affaires étrangères puis premier ministre sous la présidence de Boris Eltsine, Evgueni Primakov est l'auteur de *Le Monde*

« Nous refusons la dictature des oligarques »

Source : Le Figaro

Référence : « Nous refusons la dictature des oligarques », Evgueni Primakov, *Le Figaro*, 6 décembre 2003. Ce texte est adapté d'une interview.

Contrairement à ce qu'on affirme, il y a une liberté de la presse en Russie et de nombreuses opinions différentes peuvent s'exprimer. Cela est en tout cas bien plus possible que lorsque les oligarques dirigeaient les médias. Nous refusons le retour à la dictature de l'État que les Russes ont subis trop longtemps, mais nous refusons également celle des oligarques.

J'ai protesté quand Mikhail Khodorkovsky a été arrêté car j'estimais qu'il fallait

après le 11 septembre et la guerre en Irak.

d'abord une décision du tribunal pour le placer en détention préventive. Je pense que le parquet devra justifier de cette décision. Khodorkovsky, au moment de son arrestation, voulait faire élire ses candidats à la Douma en leur achetant des places sur les listes du Parti communiste comme sur ceux des partis de droite. Ce n'est pas Vladimir Poutine qui l'a fait arrêter, c'est le parquet. Le président ne peut pas plus qu'en France appeler le procureur pour faire arrêter quelqu'un. L'Occident craint que cette arrestation n'entraîne la remise en cause des privatisations, mais cela n'arrivera pas, il s'agit simplement d'actions contre ceux qui ont commis des crimes et des délits pendant ces privatisations.

Aujourd'hui, en Tchétchénie, la situation s'améliore et la population soutient le président Kadyrov. Nous pensons qu'en Israël, il doit y avoir un dialogue avec les Palestiniens car il existe des personnes avec qui discuter. En Tchétchénie par contre, les chefs de guerres ne sont pas prêts à négocier. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas aux thèses de Huntington de choc des civilisations et il ne faut pas confondre terrorisme et islam.

Aujourd'hui, dans le monde, les États-Unis sont les plus forts, mais il n'y a pas d'hégémonie ou de monde unipolaire. C'est un monde multipolaire que se forme et il est la clé de la stabilité.

Michael Meacher



Michael Meacher a été ministre de l'Environnement travailliste (1997-2003). Il est le premier homme politique britannique à avoir publiquement mis en cause la version officielle des attentats du 11 septembre et à s'être interrogé sur la responsabilité de l'administration Bush dans ce complot.

« Le protocole de Kyoto et le jeu mortel de la roulette russe »

Source : The Independent

Référence : « The Kyoto Protocol and a deadly game of Russian roulette », par Michael Meacher, *The Independent*, 7 décembre 2003.

La semaine dernière, suite aux déclarations contradictoires de responsables russes sur la possibilité d'une ratification par Moscou du protocole de Kyoto, la Russie a semblé jouer à la roulette avec le climat mondial. Ce protocole ne peut pas entrer en vigueur sans la ratification russe et le désaccord sur ce point au sein du gouvernement russe est troublant pour les ministres de l'environnement qui se rassembleront à Milan.

Vladimir Poutine hésite. Si la ratification pourrait rapporter 10 milliards de dollars à la Russie, qui vendrait alors une partie de son droit d'émission de CO2 à d'autres pays, la croissance russe des dernières années a augmenté les émissions de sorte que la Russie pourrait avoir des difficultés à respecter ses engagements à long terme. Les pays en voie de développement ont affirmé qu'ils ne feraient rien dans ce domaine tant que les pays développés ne diminueraient pas leurs émissions. La tendance actuelle pourrait nous conduire à un accroissement des émissions de CO2 de 75 % d'ici à 2020 au lieu de la diminution de 60 % espérée pour 2050.

L'Union européenne et le Royaume-Uni doivent former un partenariat avec les PVD pour qu'ils réduisent leurs émissions comme sont en train de la faire la Chine et l'Inde. La Croix rouge a également proposé que les pays pauvres qui souffrent des changements climatiques puissent porter plainte et exiger

réparation contre les pays riches qui émettent trop de CO2, mais cette option ne peut pas permettre d'atteindre les objectifs fixés par les scientifiques. Le protocole ne semble pas être sur la bonne voie vu les refus des États-Unis et de l'Australie et le peu d'entrain des pays en voie de développement. Il faut donc changer de stratégie et s'appuyer sur la rapport « Contraction et convergence » qui précise qu'il faut diminuer les émissions en fixant un maximum par habitant égal pour tous.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Arab News, Ha'aretz, Jerusalem Post



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Les organisations armées palestiniennes et la direction de l'Autorité palestinienne ne sont pas parvenues à un accord de cessez-le-feu

Référence : « Cairo negotiations end without cease-fire », par Arnon Regular et Aluf Benn, *Ha'aretz*, 8 décembre 2003. « Analysis / Hamas is laying a hudna trap », par Ze'ev Schiff, *Ha'aretz*, 8 décembre 2003. « Cairo ceasefire talks end without agreement », par Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 8 décembre 2003. « Palestinian Truce Talks Collapse », par Nazir Majally, *Asharq Al-Awsat*, 8 décembre 2003.

Les négociations qui ont eu lieu au cours du week-end des 6 et 7 décembre 2003, au Caire, n'ont pas permis d'aboutir à un accord de cessez-le-feu entre les dirigeants du Hamas, du Jihad islamique et autres factions militantes palestiniennes, et le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih.

A la suite de cet échec, Ahmed Qureih est revenu sur sa déclaration originelle selon laquelle les discussions devaient permettre de mettre en place un cessez-le-feu : « *Nous ne demandions pas à parvenir à un accord de cessez-le-feu, mais juste à parvenir à nous entendre. A mon avis, les différences de position ne sont pas énormes. Même après le Caire, nous visons toujours un cessez-le-feu qui comprend des conditions avec Israël* », a-t-il déclaré. En revanche, il a indiqué qu'« *il ne peut y avoir de hudna [trêve temporaire] unilatérale ou gratuite* ».

Le Hamas a refusé de donner son accord au texte final proposé par le Fatah et les Égyptiens, dans lequel le cessez-le-feu contre des cibles civiles était dit « *sans conditions* » et indépendant de tout engagement des Israéliens. Selon le représentant du Hamas, Muhammed Nezaal, « *il y a eu un accord sur plusieurs clauses* », mais l'absence de conditions demandées à Israël et la nécessité imposée par le Fatah d'obtenir « *le soutien et l'autorité d'Abu Ala [nom de guerre d'Ahmed Qureih] et de l'Autorité palestinienne concernant les accords préalables et les négociations diplomatiques avec Israël* », ont empêché un accord global. « *Le Hamas rejette la hudna et ne l'acceptera pas, parce que notre lecture de la situation politique actuelle montre que les Américains et les sionistes sont dans une crise profonde à cause de la poursuite de la résistance en Irak et en Palestine.* », a-t-il ajouté.

Cependant, Muhammed Nezaa a indiqué, dans une note de bas de page, que l'échec des discussions ne reflétait pas réellement les différences entre les parties, « *et qu'il est possible de poursuivre le dialogue* ». Selon des



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

responsables du Hamas, cités anonymement par *Ha'aretz*, cette phrase vise à envoyer un message à Ahmed Qureih, lui signifiant que l'organisation n'a pas l'intention d'empêcher les négociations ni de prendre des mesures unilatérales, telles que la reprise des attaques terroristes contre Israël.

La proposition du Fatah exigeait un arrêt des attaques contre les civils israéliens, mais aussi contre les soldats et les colons. Une proposition rejetée par les factions palestiniennes, dont trois sont dites « *soutenues par la Syrie* » dans le *Jerusalem Post*. Pour Muhammed Nezaa, l'échec des négociations ne mènera pas à une guerre civile palestinienne : « *Les luttes internes sont une ligne rouge, et toute confrontation sur le terrain est aussi une ligne rouge. Les armes ne seront dirigées que contre l'ennemi* ».

Le Hamas et le Jihad islamique ont également refusé la demande d'Ahmed Qureih et du médiateur égyptien, le général Omar Suleiman, de soutenir ou au moins de ne pas empêcher les contacts entre le Premier ministre palestinien et son homologue israélien, Ariel Sharon. Ils ont formulé à la place leurs propres exigences, notamment la condamnation de la « *tendance à soutenir Israël* » des États-Unis et une série de sanctions contre l'initiative palestinienne qui a débouché sur les accords de Genève. Deux propositions rejetées par le Fatah. Autre point de désaccord, la question d'une « *direction nationale unifiée* » et la reconnaissance de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en tant que médiateur officiel avec Israël.

Dans sa première déclaration officielle sur les négociations du Caire, le Premier ministre Ariel Sharon a déclaré, dimanche 7 décembre 2003, qu'Israël ne se livrerait à aucune action contre le terrorisme « *tant que le calme règne. Bien sûr, si les activités terroristes continuent, Israël se sentira responsable de la sécurité de ses citoyens et Israël agira* ». L'un de ses conseillers, Dove Gold, a décrit ces négociations comme étant « *une discussion pour savoir quels Israéliens il est permis de tuer* », une approche que ne peut évidemment pas cautionner Israël.

D'après l'analyse de l'éditorialiste de *Ha'aretz*, Ze'ev Schiff, le directeur de cabinet d'Ahmed Qureih serait rentré de sa rencontre avec son homologue israélien, Dov Weisglass, en portant le message suivant : il n'y a pas besoin d'un accord de cessez-le-feu tel qu'il est proposé par les Palestiniens, Israël est préparé à maintenir la paix et à limiter ses activités militaires à sa seule défense, si les Palestiniens maintiennent la paix de leur côté et mettent un coup d'arrêt total au terrorisme. Selon Ze'ev Schiff, la négociation d'un accord avec les factions armées palestiniennes renforce celles-ci car elle implique une reconnaissance indirecte de leur existence, qui conduira au renforcement de leurs pouvoirs, aussi bien militairement que politiquement. « *L'hypothèse à Jérusalem est donc qu'il est donc mieux de parvenir à un accord avec Qureih sur un "calme militaire" et d'attendre de voir quelles mesures concrètes le Premier ministre palestinien va prendre contre les infrastructures terroristes, ce qu'il s'est jusqu'ici refusé à faire (...)* »

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Union européenne prévoit de développer une politique de sécurité avec l'Iran

Référence : « EU FMs to discuss security link with Middle East », IRNA, 8 décembre 2003.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne doivent étudier, lundi 8 décembre 2003, le projet de lancement d'une initiative majeure en matière de sécurité avec les pays du Proche-Orient. Le site Internet de l'*EU Observer* fait en effet état de propositions envisageant l'établissement d'un dialogue autour des questions de sécurité entre l'Union européenne et les pays « au sud et à l'est de la Jordanie », notamment l'Iran.

Bien qu'une partie du document de travail soit intitulée « *La force des rapports de l'Union européenne avec le monde arabe* », des diplomates ont indiqué que le terme « arabe » pourrait être abandonné pour coller avec la politique de l'Union de nouer des relations constructives avec l'Iran.

D'après Steven Everts, du Centre for European Reform, qui soutient l'inclusion de l'Iran dans cette initiative, « *le but de cette idée est de signaler aux Iraniens que nous considérons sérieusement leurs intérêts en matière de sécurité, mais que le fait de devenir une puissance nucléaire n'est pas une solution - il nous incombe donc de fournir un éventail plus large de solutions politiques possibles.* »

Selon lui, « *certaines visions iraniennes sur la nécessité d'être doté d'armes nucléaires relèvent de la paranoïa et de l'idéologie, d'autres se fondent, de mon point de vue, sur le sentiment justifié d'être vulnérable* ».

Le conflit au Proche-Orient devrait également être au cœur des discussions des ministres de l'Union. Pour la première fois, ils devraient ainsi discuter des accords de Genève, et évoquer la situation en Irak.

Figurent également à l'ordre du jour, le Sri Lanka, les Balkans, la Constitution européenne et la préparation du sommet de l'Union européenne qui doit se tenir à Bruxelles les 12 et 13 décembre 2003.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien évoque plusieurs dossiers

Référence : « FM spokesman : Iran has suspended uranium enrichment since Nov 9 », IRNA, 7 décembre 2003.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid-Reza Asefi, a rappelé, dimanche 7 décembre 2003, que l'Iran avait suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium depuis le 9 novembre 2003.

Il a cependant nuancé immédiatement cette information en ajoutant que « *cela ne signifie en aucune manière l'arrêt des activités d'enrichissement d'uranium. L'Iran n'abandonnera pas ses droits. Recourir à l'énergie atomique pour des objectifs pacifiques est notre droit naturel et légal* ».

Il est ensuite revenu sur les raisons du remplacement du représentant de l'Iran auprès de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). Selon lui, le mandat d'Ali Akbar Salehi touchant à sa fin, il a été décidé que les questions liées à l'énergie atomique seraient désormais gérées au travers d'un seul canal, ce qui ne signifie absolument pas que sa mission ait été un échec.

Évoquant les efforts supposés de l'Iran pour rejoindre la Ligue arabe, il a déclaré que certains des pays arabes amis de l'Iran avaient proposé que Téhéran participe à la Ligue en tant qu'observateur, une proposition accueillie favorablement par les responsables iraniens.

Puis il a réagi sur la décision états-unienne de débloquer 1,5 millions de dollars pour financer l'opposition iranienne, qualifiant cette démarche d'exemple révélateur d'une ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran, ce qui contredit la Déclaration d'Alger.

Il a enfin démenti les informations parues dans le *Los Angeles Times* sur la coopération nucléaire entre l'Iran et le Pakistan, indiquant que l'article n'était pas fiable.

Le roi Abdullah défend l'Iran et critique la Syrie au regard de la sécurisation de leurs frontières avec l'Irak

Référence : « Frontier with Iraq secure - King », *Jordan Times*, 8 décembre 2003.

Le roi Abdullah de Jordanie a déclaré, dimanche 7 décembre 2003, que le mur de séparation construite par Israël dans les territoires palestiniens « sera désastreux pour tous ».

Il a notamment indiqué, au cours d'une interview donnée à la chaîne de télévision états-unienne CNN que « le mur donne [aux Israéliens] un sentiment de sécurité, mais à long terme, je pense qu'il va causer des dégâts considérables à l'avenir israélo-palestinien, à l'avenir israélo-arabe, à l'avenir israélo-jordanien, et aussi à l'avenir d'Israël ».

Sur le dossier irakien, il a souligné la nécessité d'organiser des « élections justes » dans le pays : « il y a besoin de faire un travail en interne pour s'assurer que l'ensemble de la société irakienne a les mêmes chances aux élections. Pour le moment, certains groupes sont bien plus organisés que d'autres ».

Selon lui, la frontière entre la Jordanie et l'Irak est « la plus sûre », et l'Iran a fait des efforts pour sécuriser sa frontière avec son voisin.

En revanche, la frontière entre la Syrie et l'Irak reste un problème et n'est « pas aussi sûre que nous, la communauté internationale, pourrions le souhaiter ».

CONTEXTE La vision développée par le roi Abdullah de Jordanie permet à ce pays Arabe proche des États-Unis de distribuer bons et mauvais points aux protagonistes du Proche-Orient. Bon point à l'Iran, qui a reconnu le conseil de gouvernement transitoire irakien et bénéficie ainsi d'un relatif relâchement de la pression états-unienne. Mauvais point à la Syrie, qui apparaît de plus en plus comme la cible privilégiée des néo-conservateurs de Washington, dont les griefs redoublent à l'encontre de Damas.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Pour le président Khatami, la stabilité du Caucase est un enjeu essentiel de la diplomatie iranienne

Référence : « Khatami says Iran for peace, stability, development in Caucasus », IRNA, 8 décembre 2003.

Le président iranien Mohammad Khatami a réaffirmé, lundi 8 décembre 2003, que son pays souhaite la paix, la stabilité et le développement dans le Caucase, ce qui pourrait avoir un impact positif sur la croissance et le progrès de l'Iran. En effet, cette région pourrait servir de « pont » entre les pays voisins de la région.

Revenant sur la proximité historique entre l'Iran et le Caucase, il a également relevé que le Caucase avait toujours réuni des nationalités et des « races » différentes, vivant les unes à côté des autres. Ignorer cela dans les politiques régionales pourrait entraîner la transformation de la région en une zone de conflits nationalistes et racistes.

Dans son intervention, il a souligné que l'Iran, depuis les premiers jours de l'indépendance des États du sud du Caucase, avait essayé de développer ses relations avec ces pays et de les encourager à adopter des méthodes leur permettant de poursuivre leurs objectifs politiques en jouant un rôle d'intermédiaire.

Selon lui, l'Iran réalise une politique d'ouverture en direction de ses voisins, afin de promouvoir la détente et le dialogue entre les civilisations et les cultures : « *l'instabilité dans le Caucase aurait un impact négatif sur la volonté de l'Iran d'étendre ses relations avec ces pays* », a-t-il ajouté.

La 11e Conférence internationale sur l'Asie centrale et le Caucase qui s'est ouverte lundi 8 à Téhéran et à laquelle s'adressait le message, doit pouvoir proposer des solutions concrètes pour permettre d'assurer la paix, la stabilité et l'amitié dans la région, a-t-il conclu.

Cette conférence réunit des diplomates, des experts et des universitaires venus d'Azerbaïdjan, d'Allemagne, de Jordanie, d'Arménie, d'Ukraine, d'Afghanistan, d'Ouzbékistan, des États-Unis, du Royaume-Uni, du Pakistan, du Bahreïn, du Tadjikistan, de Turquie, de Russie, de Suède, de Suisse, de Finlande, de France, du Kirghizistan, de Géorgie, du Kazakhstan, du Liban, d'Égypte, d'Irak et de l'Inde.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Selon le chef d'état-major israélien, la Syrie et le Hezbollah ont réduit leurs activités le long de la frontière israélienne

Référence : « Ya'alon : Hezbollah keeping quiet on northern border », par Gideon Alon, *Ha'aretz*, 8 décembre 2003.

Le chef d'état-major de l'armée israélienne, Moshe Yaalon, a indiqué au gouvernement, dimanche 7 décembre 2003, que la Syrie et le Hezbollah avaient récemment limité leurs activités le long de la frontière nord avec Israël, afin de ne pas provoquer d'escalade.

Au cours d'une réunion de sécurité, le militaire israélien a déclaré que, alors que par le passé, le Hezbollah avait ouvert le feu sur des avions israéliens au-dessus des zones septentrionales du pays, l'organisation recourait désormais à des tirs de DCA contre des appareils militaires israéliens bien au-delà de la frontière avec Israël.

Selon lui, le calme qui règne le long de la frontière peut être relié aux négociations qui se tiennent actuellement autour d'un possible échange de prisonniers avec le Hezbollah.

Il a ajouté qu'Israël continuait à identifier l'implication syrienne dans le terrorisme palestinien, évoquant notamment les liens évidents qui existent entre les infrastructures du Jihad islamique à Jénine et le régime de Damas. De plus, d'après ses informations, des fonds continuent d'affluer depuis des forces révolutionnaires et le Hezbollah jusqu'au Fatah, dans les territoires occupés, afin de permettre des actions terroristes. Ces fonds sont souvent acheminés simplement par des banques européennes.

Le chef d'état-major israélien a enfin noté que les organisations terroristes continuent de viser Israël, et que le calme relatif qui règne depuis quelques semaines est plus à mettre sur le compte des forces de sécurité israéliennes, qui déjouent les attentats, que sur une baisse de motivation au sein des organisations terroristes.